



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET

Service des polices
administratives de sécurité

CAB/SPAS/2026/5

**Arrêté préfectoral portant autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception
pour l'exploitation de la carrière « La Ferronière » et « La Rousselière »
commune de Erbray**

VU le Code de la défense et notamment le livre III, titre V, de la deuxième partie ;

VU le Code minier ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 complétant le règlement général des industries extractives institué par décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 modifié, relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale, notamment ses articles 2 et 3 ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 modifié, relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté interministériel du 5 mai 2009 modifié, fixant les modalités d'identification et de traçabilité des produits explosifs à usage civil ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2025 portant délégation de signature à Madame Marie ARGOUARC'H, sous-préfète, directrice de cabinet ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 portant délégation de signature à Madame Sophie PAUZAT, directrice adjointe de cabinet ;

Considérant la demande du 12 novembre 2025 complétée par courriels du 9 décembre, présentée par le Groupe MEAC SAS, sis 10, Le Cormier à Erbray (44), représenté par Monsieur Didier BURGAIN, directeur de sites, sollicitant une autorisation préfectorale d'utiliser des produits explosifs dès réception pour l'exploitation de la carrière « La Ferronière » et « La Rousselière » située sur la commune de Erbray (44) ;

Considérant l'acceptation du fournisseur en date du 27 novembre 2025 de reprendre les explosifs non utilisés en fin de période journalière d'activité à son dépôt de Riaillé – La Torchère établie par le directeur explosifs France de la société TITANOBEL ;

Considérant l'arrêté du 5 décembre 2022 pris par le préfet de La Loire-Atlantique (44), portant autorisation individuelle pour l'exploitation d'un dépôt de produits explosifs de première catégorie situé sur le territoire de la commune de Riaillé (44) accordée à Monsieur Stéphane RABUT, directeur général, né le 29 août 1973 à Saint-Rémy (71) ;

Considérant le visa du maire de la commune de Erbray (44)

Considérant l'avis favorable de la DREAL , Unité Départementale de Loire-Atlantique (44), émis par courrier du 4 décembre 2025 ;

Considérant l'avis du commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique (44), émis le 14 novembre 2025 ;

Considérant que l'enquête administrative de sécurité diligentée conformément aux dispositions des articles L. 114-1, R. 114-1 et R.114-5 du Code de la Sécurité Intérieure, ne révèle aucun élément s'opposant à la délivrance d'une autorisation d'utilisation dès réception prévue à l'article R. 2352-81 du Code de la Défense ;

SUR la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1er : Le Groupe MEAC SAS , sis 10, Le Cormier à Erbray (44), représenté par Monsieur Didier BURGAIN, directeur de sites, est autorisé à utiliser des produits explosifs dès réception pour l'exploitation de la carrière « La Ferronnière » et « La Rousselière » située sur la commune de Erbray (44), dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : La personne physique responsable de l'utilisation des produits explosifs au titre de la présente autorisation est Monsieur **Didier BURGAIN**, directeur de sites du Groupe MEAC SAS, mettant en œuvre lui-même les explosifs, habilité à l'emploi de produits explosifs et titulaire d'un certificat de préposé au tir .

Pendant chaque tir, Monsieur **Didier BURGAIN** peut être assisté, ou remplacé par délégation, par les personnes désignées ci-après, titulaires du certificat de préposé au tir et habilitées à l'emploi de produits explosifs :

Pour le compte de la Société TITANOBEL sont :

Monsieur Eddy BOUCHET
Monsieur Yoann CORNET
Monsieur Cédric DUPLÉ
Monsieur Christophe GASNIER
Monsieur Daniel GICQUEAU
Monsieur Jean-Marie GUILLET
Monsieur Pascal HERROUIN
Monsieur Thomas LAMOUREUX
Monsieur Mickaël LE SAUX
Monsieur Olivier MERCIER
Monsieur Julien RICLET

La présente autorisation n'est valable que tant que les personnes précitées assumeront cette responsabilité. Toute nouvelle désignation d'une personne physique responsable de l'utilisation des produits explosifs doit être déclarée sans délai au préfet et nécessite le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 3 : Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à :

- Explosifs - Division de risques 1.1.D : 2500 kg
- Cordeau - Division de risques 1.1.D : Selon besoins
- Détonateurs - Divisions de risques 1.1.B – 1.4.S et 1.4.B : nécessaires au tir

La fréquence des livraisons sera d'environ quatre expéditions par mois maximum pour deux tirs par jour maximum .

Le nombre de tirs de mines est limité à quatre tirs par mois et 24 tirs par an .

La quantité annuelle d'explosifs utilisés ne doit pas dépasser 60 tonnes .

Toute modification dans les quantités maximales de produits explosifs autorisées ou dans la fréquence autorisée pour les livraisons nécessite le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 4 : Les produits explosifs doivent être pris en charge par le bénéficiaire au moment de leur acquisition sur le lieu d'utilisation.

Le transport des produits jusqu'à ce lieu de réception doit être assuré par le fournisseur qui doit être

- la société TITANOBEL - dépôt de Riaillé (44)

Chaque transport doit donner lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et doit être effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

Article 5 : Les produits explosifs doivent être utilisés dans la période journalière d'activité qui suit la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant le stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, le bénéficiaire est responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Il doit veiller notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence durant cette période.

Article 6 : Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés au cours de la période journalière d'activité, les produits non utilisés devront, au terme de ce délai, être acheminés par véhicules routiers, aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller, **vers le dépôt du fournisseur** :

- la société TITANOBEL - dépôt de Riaillé (44)

Si par suite de circonstances exceptionnelles et imprévues, le bénéficiaire dispose sur le chantier de produits explosifs au-delà de la période journalière d'activité, il devra en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés devront intervenir dans les trois jours.

Article 7 : Les produits explosifs doivent être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits est en outre subordonné au respect des dispositions fixées par le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 modifié, susvisé, l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière.

Article 8 : Le bénéficiaire doit tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y sont précisés :

- le ou les fournisseurs,
- l'origine des envois,
- leurs modalités,
- l'usage auquel les explosifs sont destinés,
- les renseignements utiles en matière d'identification et de traçabilité en application de l'art. R 2352-47 du Code de la Défense
- les quantités maximales à utiliser dans une même journée,
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation,
- les mesures prévues pour assurer dans des délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci.

Ce registre doit être présenté à toute requête de l'autorité administrative.

Article 9 : La perte, le vol et plus généralement la disparition et quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs, doivent être déclarés à la gendarmerie ou aux services de police le plus rapidement possible et en tout état de cause dans les 24 heures qui suivent la constatation.

Article 10 : Le bénéficiaire doit porter immédiatement à la connaissance de la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) tout accident survenu du fait de l'emploi des produits explosifs.

Article 11 : La présente autorisation d'utiliser des explosifs dès réception ne permet pas d'acquérir des explosifs. Une autorisation d'acquisition de produits explosifs doit être sollicitée par le bénéficiaire qui sera délivrée sous la forme d'un arrêté préfectoral .

Article 12 : Sous réserve de l'application de l'article 2 ci-dessus, **la présente autorisation est valable pendant deux ans à compter de la date du présent arrêté** . Elle peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis en application de l'article R. 2352-88 du Code de la défense.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux selon les voies et délais décrits dans l'encadré ci-dessous.

Article 14 : La sous-préfète, directrice de cabinet, le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Groupe MEAC SAS et dont copie sera adressée au maire de la commune de Erbray .

Nantes, le 5 janvier 2026

Le Préfet,
pour le préfet et par délégation
la directrice adjointe de cabinet


Sophie PAUZAT

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :
- **un recours gracieux**, adressé à Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique – Cabinet du Préfet - Service des polices administratives de sécurité – 6 quai Ceineray - BP 33515 – 44035 Nantes cedex 1;
- **un recours hiérarchique**, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction des polices administratives - Bureau des polices administratives - place Beauvau - 75800 Paris cedex 08 ;
- **un recours contentieux**, adressé au Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes cedex ;
Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

GROUPE MEAC SAS
10 Le Cormier
44110 ERBRAY

Je soussigné **Brahim SOUSSI**, Directeur Explosifs France de la société **TITANOBEL** dont le siège social se situe à **PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270)**, et qui est titulaire d'un arrêté préfectoral de production et de vente de produits explosifs en date 16 décembre 2022 (modifié le 3 novembre 2023), déclare accepter la reprise de reliquats d'explosifs à la fin de la période journalière d'activité, conformément aux dispositions réglementaires fixées notamment par l'article 4 de l'arrêté du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale.

Cet accord est valable :

- Pour le compte de : **GROUPE MEAC SAS- 10 LE CORMIER 44110 ERBRAY**

- Dans le cadre de la carrière : « **La Rousselière et La Ferronnière** » **44110 ERBRAY**

kg

Les reliquats d'explosifs non consommés en fin de journée seront réintégrés dans un des sites **TITANOBEL** suivants (en fonction de la disponibilité des véhicules et des personnels) :

- **Site TITANOBEL de RIAILLE -La TORCHERE 44440 RIAILLE**

Les arrêtés préfectoraux portant autorisation individuelle d'exploiter un dépôt permanent de produits explosifs de ces sites sont placés en annexe du présent document.

Les produits concernés sont uniquement des explosifs livrés par notre société et de types suivants :

- Explosifs de mine de sautage (division de risque 1.1D) : **2500 Kg**
- Détonateurs (division de risque 1.1B, 1.4B et/ou 1.4S) : **selon besoin**
- Cordeau détonant (division de risque 1.1D) : **quantités nécessaires aux tirs.**

Cet accord de reprise de reliquats possède la durée de validité de l'UDR.

Brahim SOUSSI
Directeur Explosifs France
brahim.soussi@titanobel.com

Fait à Riaillé, le 27/11/2025
p/o M. LE SAUX, CHEF DE DEPOT



PJ :

- *arrêté préfectoral de production et de vente de produits explosifs en date 16 décembre 2022 (modifié le 3 novembre 2023)*
- *arrêté préfectoral portant autorisation individuelle d'exploiter un dépôt permanent de produits explosif de RIAILLE*